# DIRECCTE ÎLE-DE-FRANCE

# Dossier mensuel de conjoncture

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

9 décembre 2016

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi



•	Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
•	Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
•	Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
•	Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
•	N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama : <u>idf.statistiques@direccte.gouv.fr</u>

Prochaine édition de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 janvier 2017.

#### Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4: synthèse régionale

#### Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 12: taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14: déclarations préalables à l'embauche

Page 15 : évolution récente de l'intérim

Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

#### Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

#### Marché du travail

Fin octobre, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 666 500, diminuant de -1,0 % sur trois mois. Cette baisse est toutefois en partie liée à des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi, notamment vers les demandeurs en catégorie D (en formation) qui progresse de +18,1 % en trois mois, (+ 7 300 demandeurs entre juillet et octobre).

En incluant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories A, B et C), le nombre s'élève à 961 420, en baisse de -0,2 % sur les trois derniers mois et se stabilisant sur un an (+0,1 %).

La demande d'emploi des hommes a baissé, contrairement à celle des femmes ; sur un an l'écart se stabilise à un niveau élevé autour de 1,4 point.

Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a enregistré une forte baisse après de fortes hausse au cours des mois d'été 2016 : -4,2 % contre -3,0 % pour la France métropolitaine entre juillet et octobre 2016.

A contrario, pour les plus âgés, le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter (+1,4 % sur trois mois et +1,9% au niveau national), l'ensemble des départements francilien étant touchés. Pour les 50 ans et plus, la baisse de la demande d'emploi n'est pas une amorcée.

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active, en diminution de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2016. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine. Il reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008, même si un mouvement de baisse semble amorcé.

#### **Emploi**

Au deuxième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

Les activités de production artistique et du spectacle et l'hébergement font un nombre de DPAE en baisse par rapport à 2015.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre en Île-de-France (+0,3% par rapport au premier trimestre), toujours soutenu par les services marchands. Après avoir progressé en fin d'année 2015 et en début d'année 2016, l'intérim montre en revanche des signes de ralentissement au deuxième trimestre, en particulier dans les principaux secteurs industriels.

#### **Mutations économiques**

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées pour motif économique est, depuis le début de l'année, inférieur au niveau de 2015. La construction reste le principal utilisateur.

Dans la région, 16 plans de sauvegarde de l'emploi ont été initiés en octobre, menaçant environ 2 300 emplois. Un PSE, initié par un grand constructeur automobile, qui a également fait une grosse demande d'activité partielle, concentre la moitié des emplois menacés de la région.

#### Marché du travail

### Les demandeurs d'emploi à la fin du mois d'octobre 2016

Octobre 2016	lle-de- France	France		on sur un s (%)		sur trois s (%)	Variation sur un an (%)		
			lle-de- France	France	lle-de- France	France	lle-de- France	France	
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	666 500	3 478 800	0,1	-0,3	-1,0	-0,8	-1,8	-2,8	
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	961 420	5 460 800	-0,4	-0,4	-0,2	0,3	0,1	0,4	

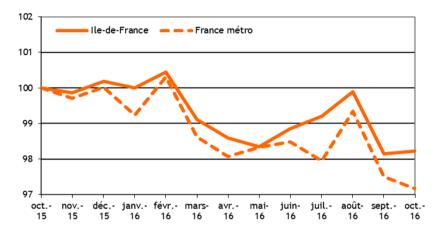
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Par rapport à septembre, on observe une baisse de la demande d'emploi de catégories A, B, et C, à un rythme plus faible que le mois précèdent (-0,4 % contre -0,8 % en septembre). Sur les trois derniers mois, la baisse de la demande d'emploi francilienne en catégorie A, B et C est plus marquée qu'au niveau national (-0,2 % contre +0,3 %). Sur un an, l'évolution des demandeurs en catégories A, B et C reste stable en lle-de-France comme en France métropolitaine.

Les demandeurs d'emploi en catégorie A enregistrent une très légère hausse par rapport à septembre : +0,1 % contre -0,3 % en France métropolitaine, alors que sur les trois derniers mois, la baisse continue d'être importante : -1,0 %.

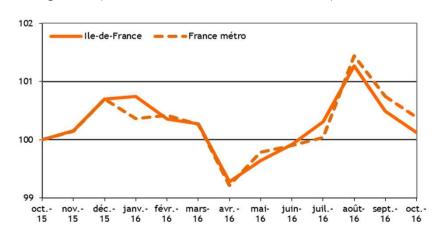
Toutefois, cette diminution observée en catégorie A correspond en grande partie à des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. En effet, les demandeurs en catégories B et C (ayant exercé une activité réduite) augmentent de +1,6% sur trois mois, et surtout les demandeurs en catégorie D (en formation) progressent de +18,1 % en trois mois (+ 7 300 demandeurs entre juillet et octobre).

# Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en octobre 2015)



Sources: Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO: Direccte / Sese

# Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en octobre 2015)



#### Marché du travail

#### Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département)

à la fin du mois d'octobre 2016

Données CVS-CJO Octobre 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	132 610	-0,2	-0,7	200 010	-0,4	-0,2
Seine-et-Marne	65 550	0,1	-0,8	97 400	-0,3	0,2
Yvelines	64 320	0,0	-1,4	92 930	-0,8	-0,8
Essonne	58 860	1,5	0,2	86 910	0,5	0,8
Hauts-de-Seine	79 410	0,0	-1,5	112 600	-0,6	-0,6
Seine-Saint-Denis	119 350	-0,1	-1,2	164 930	-0,2	-0,2
Val-de-Marne	75 210	0,3	-0,6	105 920	-0,3	0,2
Val-d'Oise	71 190	-0,3	-1,6	100 720	-0,9	-0,9
Île-de-France	666 500	0,1	-1,0	961 420	-0,4	-0,2
France métropolitaine	3 478 800	-0,3	-0,8	5 460 800	-0,4	0,3

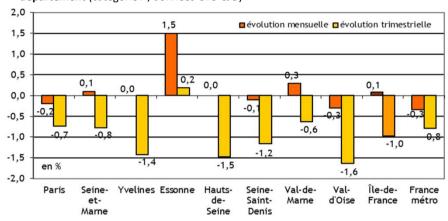
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

En catégorie ABC, hors l'Essonne, l'ensemble des départements franciliens enregistrent des baisses mensuelles, variant de -0,2 % en Seine-Saint-Denis à -0,8 % pour les Yvelines et -0,9 % pour le Val-d'Oise. Sur trois mois les hausses sont globalement les mêmes sauf pour le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne qui ont davantage été touchés au cours du mois précèdent.

Si l'on prend en compte seulement la cat. A, les évolutions mensuelles restent stables sauf pour l'Essonne où le nombre de demandeurs est en forte hausse mensuelle (+1,5 % contre +0,2 % sur trois mois). Sur 3 mois, on observe les plus fortes baisses dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val d'Oise.

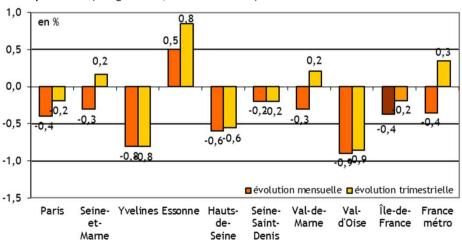
Les évolutions à contre-courant en Essonne sont liées à davantage d'inscriptions et beaucoup moins de sorties de demandeurs que les autres départements ; la stagnation du nombre de demandeurs en catégorie D (formation), contrairement aux fortes hausses enregistrées dans tous les autres départements franciliens avec le « plan 500.000 », est remarquable.

# Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)

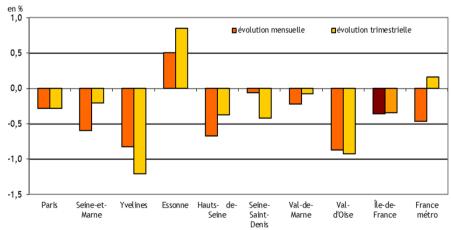


Sur les trois derniers mois, en catégorie ABC, la demande d'emploi a diminué de -0,3 % pour les hommes mais pas pour les femmes (+0,0 %). En France métropolitaine, l'évolution fait apparaître un écart sensiblement identique (0,3 point) : +0,5 % sur trois mois pour les femmes et +0,2 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes est en hausse (+0,8%) et celle des hommes en baisse (-0,6 %). L'écart, qui a commencé à apparaitre au second semestre 2015 et qui s'est creusé au cours du premier semestre 2016, semble se maintenir autour de 1,4 point (1,6 point au niveau national).

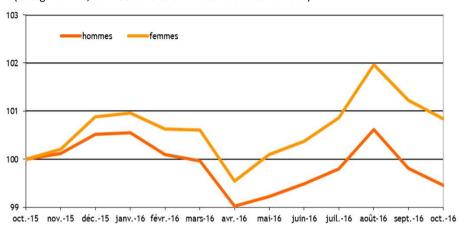
La différence d'évolution ces derniers mois n'est pas homogène suivant les départements : l'écart le plus important est observé dans les Yvelines, au contraire des Hauts-de-Seine où il est inversé.

# **Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département** (catégorie ABC, données CVS-CJO)



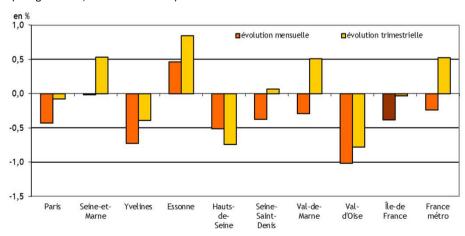
Sources: Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO: Direccte / Sese

# Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 octobre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)

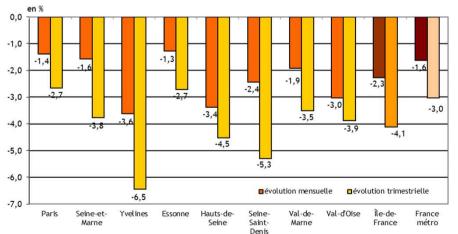


Les dynamiques sont opposées suivant les classes d'âge : une forte baisse pour les plus jeunes, a contrario des demandeurs plus âgés dont le nombre continue d'augmenter.

Ainsi, les moins de 25 ans ont connu une franche baisse sur trois mois, plus importante qu'au niveau national (-4,2 % contre -3,0 % pour la France métropolitaine). Toutefois cela n'affecte que peu l'évolution globale, dans la mesure ou les moins de 25 ans ne représentent que 10% de la demande francilienne. L'ensemble des départements est concerné par cette baisse, en particulier les Yvelines et la Seine-St-Denis.

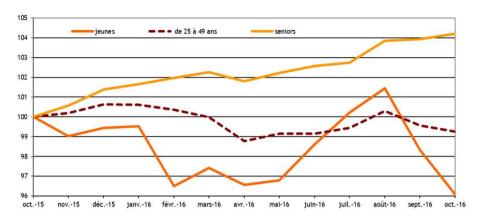
En revanche, la hausse reste importante pour les séniors (+1,4% sur trois mois contre +1,9 % au niveau national), là encore dans tous les départements franciliens. Sur un an, la hausse de la demande d'emploi des séniors reste élevée (+4,2 %.).

# **Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département** (catégorie ABC, données CVS-CJO)



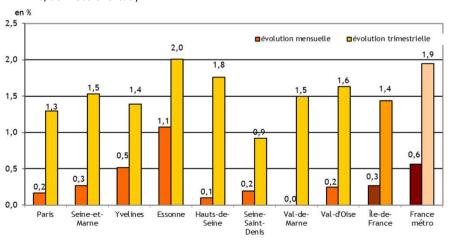
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 Octobre 2015)



Sources: Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO: Direccte / Sese

### Evolution du nombre de séniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC. données CVS-CJO)



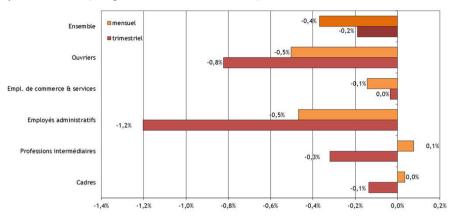
# Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché à la fin du mois d'octobre 2016

Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socioprofessionnelle passe d'environ 700 en février à près de 8 000 en octobre. Cela influe à la baisse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 5 480 à 7 730 entre juillet et octobre 2016.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi baisse pour l'ensemble des catégories professionnelles, bien que cette baisse soit probablement légèrement sous-estimée : le nombre de demandeurs d'emploi recule de -0,4 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C tandis que la baisse est de -0,2 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés. L'évolution montre cependant une baisse plus marquée pour les employés administratifs et les ouvriers (resp. -1,2% et -0,8 % sur trois mois).

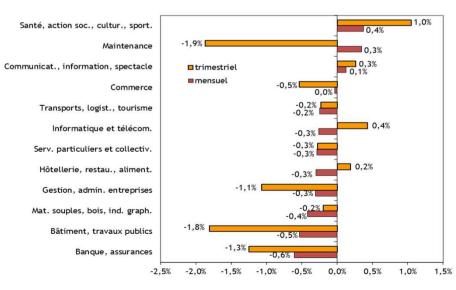
La plupart des principaux domaines professionnels affichent une baisse ces derniers mois. Elle est particulièrement marquée pour la maintenance (-1,9 % sur trois mois) et le bâtiment (-1,8 %). En revanche, le domaine de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive enregistre une forte hausse et la communication, information, spectacle reste orientée à la hausse.

# Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pöle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



<sup>\*</sup> La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

#### Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois d'octobre 2016

P	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA												
Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts- de- Seine	Seine- Saint- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise	Île-de- France	France métro				
13,1%	10,5%	11,2%	9,8%	11,9%	16,3%	12,2%	12,3%	12,6%	13,2%				

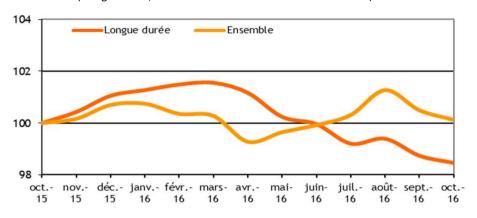
Sources : Dares / Pôle emploi – données brutes

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé de -0,7%, contre une hausse de +0,2 % au niveau national. Cette baisse est toujours en partie liée au nombre anormal de défauts d'actualisation en avril : la sortie en avril suivie d'une réinscription les mois suivants a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Néanmoins, la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est légèrement inférieure à celle du niveau national (12,6 % contre 13,2 %). La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse pour l'Essonne.

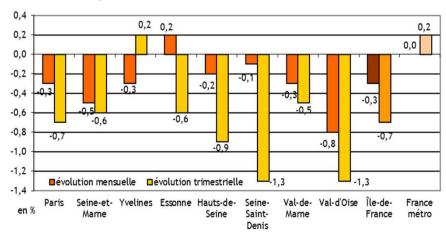
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 octobre 2015)



Sources: Dares / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO: Direccte / Sese

# Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



#### Les entrées et les sorties de Pôle emploi à la fin du mois d'octobre 2016

Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

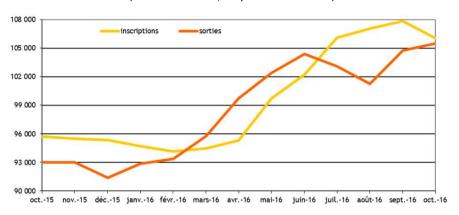
En octobre 2016, le nombre de sorties de catégorie ABC pour défaut d'actualisation a retrouvé un niveau normal, après avoir enregistré une baisse inhabituellement forte en août 2016.

Sur trois mois glissants, incluant ce mois d'août de forte baisse, le nombre de sorties est reparti à la hausse (+2,2%). Le motif de défaut d'actualisation représentant 42% du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Les entrées en stage augmentent fortement avec plus de 13 000 sorties pour ce motif en octobre, liées à l'application du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ».

Contrairement aux 2ème et 3ème trimestres de 2016, le nombre d'entrées reste stable sur trois mois glissants (-0,1 %). Parmi ces entrées, les « autres cas » constituent 41 % des inscriptions, ce qui rend difficile l'interprétation des évolutions des entrées par motif.

On peut cependant observer que les entrées pour motifs de « première entrée » ou de « reprise d'activité » sont toujours en forte hausse, à un rythme beaucoup moins soutenu que les mois précédents. Cela peut être du en partie à la refonte des intitulés des motifs d'entrée, les nouveaux intitulés étant plus explicites que les précédents. Mais ce mouvement peut aussi être lié à la persistance d'un effet d'appel sur le marché du travail de la région, se traduisant par des reprises d'inscriptions de chômeurs n'étant plus « découragés ».

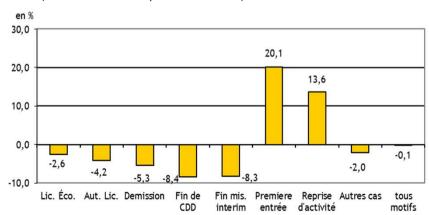
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissment: Divers évènements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



### Le taux de chômage au 2ème trimestre 2016

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,6 % au 2ème trimestre 2016.

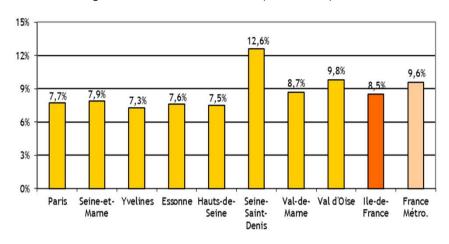
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,5 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,2 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,8 points de plus qu'au T1 2008. Après une période de stabilité depuis 2013 on peut voir l'amorce d'un mouvement de baisse.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,6%, a vu son taux de chômage reculer de 0,4 point par rapport au trimestre précédent et de 0,7 point sur un an.

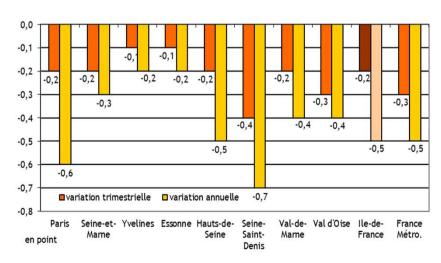
Il a au contraire très peu baissé dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

#### Taux de chômage localisé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS)



Source: Insee

#### Evolution du taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2016 (données CVS)



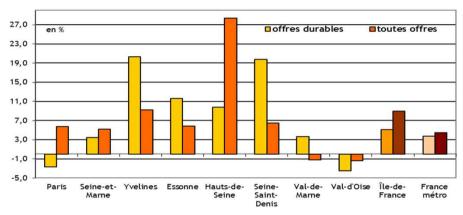
Source : Insee 12

### Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin octobre 2016



En octobre 2016, 51 000 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 28 620 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

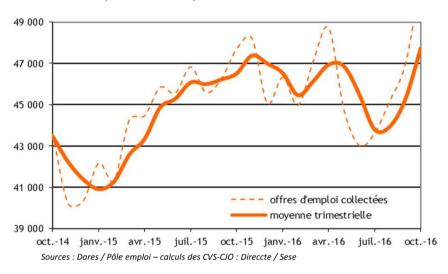


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

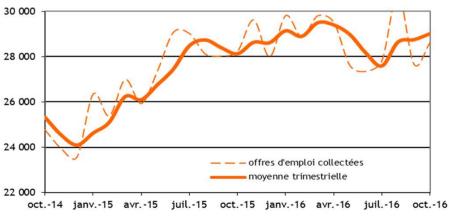
Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en forte hausse (+9,0 %), dont les offres durables, à un rythme moins soutenu (+5,1%). Au niveau national, le total des offres augmente, mais moins rapidement, (+4,5 %), tout comme les offres durables (+3,8 %).

En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région sont également en hausse : +3,2 % pour les offres durables et +2,6 % pour l'ensemble des offres.

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis octobre 2014 (données CVS-CJO)



# Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis octobre 2014 (données CVS-CJO)



13

### Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2016

Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2016 en Île-de-France, dont près de 320 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2016 (par rapport au deuxième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+5,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +9,0 %).

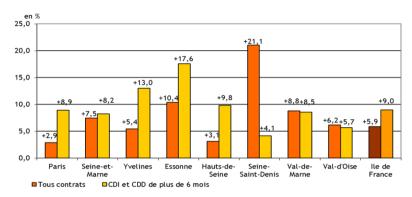
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle des DPAE très importante (respectivement 21,1 % et 10,4 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (2,9 %) et les Hauts-de-Seine (+3,1 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et l'Essonne progressent fortement (respectivement de 13,0 % et 17,6 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance des contrats durables (+4,1 %).

La recherche-développement scientifique et l'enseignement sont les secteurs d'activité qui affichent les plus fortes augmentations des DPAE en contrats durables (respectivement + 96,4 % et +45,3 %).

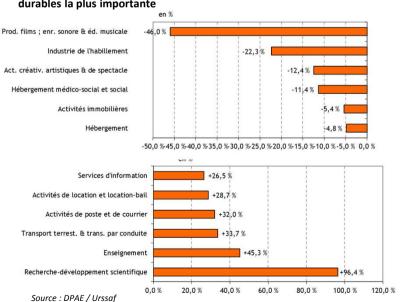
La production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale a connu la baisse la plus importante (-46,0 %).

### Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (2e trim. 2016 – 2e trim. 2015)



Source: DPAE / Urssaf

### Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Plus de 314 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'août 2016 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 99 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

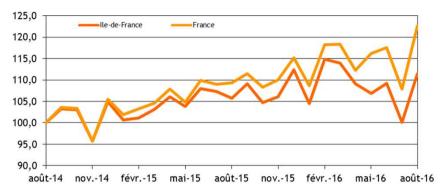
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont augmenté ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est en baisse : -2,8 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS), en partie à cause d'un fort repli intervenu au mois de juillet.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en net recul : -11,4 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte baisse de l'industrie agro-alimentaire (-21,5 %), de la fabrication de matériel de transport (-19,7 %) et de la métallurgie (-13,9 %).

L'activité intérimaire dans la construction n'a pas poursuivi sa hausse mais s'est stabilisée sur les trois derniers mois (-0,8 % par rapport aux trois précédents).

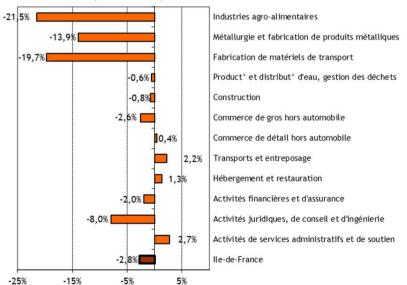
Le tertiaire enregistre une légère baisse (-0,8 %), avec des évolutions différentes selon les secteurs d'activité : des hausses dans les activités de service administratif et de soutien et le transport/entreposage (resp. +2,7 % et +2,2 %), une forte baisse dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (-8,0 %) et, dans une moindre mesure, les activités financières (-2,0 %).

## **Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP** (données CVS-CJO – base 100 à fin août 2014)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

# Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source: Pôle emploi, calcul des CVS: DIRECCTE / SESE

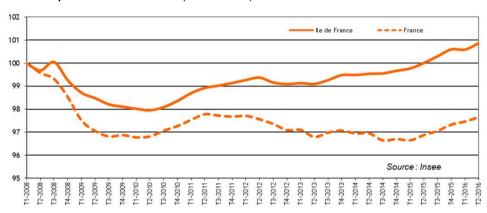
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,3 % (soit +11 400 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,2 % (+29 500 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en hausse de 0,9 % (soit +35 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au deuxième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Hauts-de-Seine et Paris) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne observent des diminutions.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Seine-et-Marne et en Essonne (+5 000 emplois chacun environ) tandis que la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et les Yvelines affichent des augmentations très modérées. Le Val-d'Oise observe une hausse importante relativement à sa taille. C'est cependant Paris qui contribue en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 17 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2015. Le Val-de-Marne perd des emplois.

# Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1º trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2016		nestrielle (par er trimestre 16)	Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2015)			
(données CVS)		Niveau	%	Niveau	%		
Paris	1 302 565	7 237	0,6	17 048	1,3		
Seine-et-Marne	309 159	-270	-0,1	5 089	1,7		
Yvelines	364 781	-2 189	-0,6	547	0,2		
Essonne	304 219	2 215	0,7	4 878	1,6		
Hauts-de-Seine	820 689	6 754	0,8	3 650	0,4		
Seine-Saint-Denis	402 241	-1 752	-0,4	2 384	0,6		
Val-de-Marne	356 294	-1 263	-0,4	-1 248	-0,3		
Val-d'Oise	265 726	659	0,2	2 836	1,1		
lle-de-France	4 125 673	11 392	0,3	35 184	0,9		
France métropolitaine	15 572 300	29 500	0,2	123 500	0,8		

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources: Insee 16

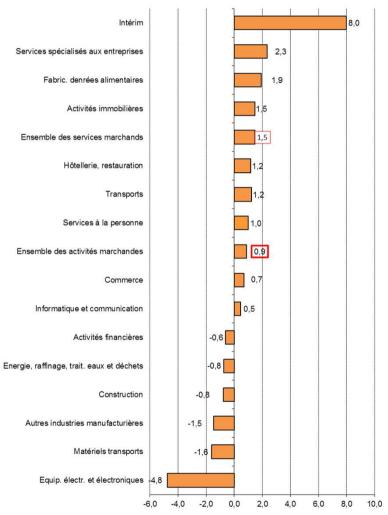
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi continue de diminuer dans l'industrie (1 000 emplois, soit -0,2 %) et reste à peu près stable dans la construction (-200 emplois, -0,1 %) et le commerce (-0,0 %, -200 emplois). Les services marchands (+0,5 %, +12 900 emplois) ont continué de progresser.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,5 % dans l'industrie et de 0,8 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,7 % (+4 900 emplois), un peu ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,5 % (+39 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+2,2%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %. Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, les services spécialisés aux entreprises ont connu la plus forte croissance hors secteur intérimaire (+2,3 %, soit +21 400 emplois), suivis par les activités immobilières (+1,5 %).

#### Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2ème trimestre 2015 et le 2ème trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ: ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

#### L'activité partielle en octobre 2016

Répartition par territoire gestionnaire	lle-de- France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts- de- Seine	Seine- Saint- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise
Autorisations en octobre	109	30	7	15	13	8	10	14	12
cumul 2016	1074	236	128	174	135	67	97	94	143
cumul 2015 (janvier-octobre)	1316	189	192	186	179	114	133	127	196
Heures associées en octobre	595 635	67 221	82 791	244 181	59 324	36 028	35 241	43 872	26 978
cumul 2016	6 062 937	455 951	673 344	2 081266	884 365	449 623	275 784	529 473	713 130
cumul 2015 (janvier-octobre)	6 989 617	296 929	1096 294	1589 128	1010 351	751872	515 901	887 817	841224
Evolution	-13,3%	53,6%	-38,6%	31,0%	-12,5%	-40,2%	-46,5%	-40,4%	-15,2%

En octobre dernier, 109 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 595 635 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en hausse de près de 50 % par rapport au mois précédent.

Le secteur automobile a demandé à lui seul 206 000 heures d'activité partielle, soit près de 35 % du total régional tous secteurs confondus. La majorité de ces heures est concentrée en une seule demande d'un grand constructeur automobile des Yvelines, également touché par un PSE.

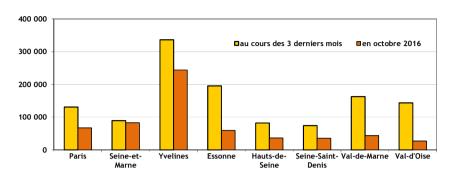
Ce département concentre ainsi 41 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région.

94 900 heures ont été autorisées dans le secteur de la métallurgie, dont une majorité dans le département de Seine-et-Marne.

Le secteur de la construction a moins sollicité l'activité partielle en octobre, mais concentre toujours le plus d'heures autorisées ces trois derniers mois.

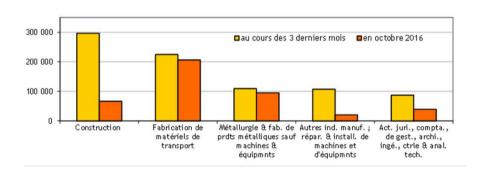
#### Accompagnement des mutations économiques

#### Heures autorisées par département



Source: Direccte UD - Traitement: Direccte / Sese

#### Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source: Direccte UD - Traitement: Direccte / Sese

(\*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

#### Les plans de sauvegarde de l'emploi en octobre 2016

Répartition par territoire impacté	lle-de- France	Paris	Seine- et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts- de- Seine	Seine- Saint- Denis	Val-de- Marne	Val- d'Oise	Autres départe ments
PSE en octobre	16	5		1		5		2	1	2
Cumul 2016	257	73	9	13	11	84	17	15	15	20
Cumul 2015 (janvier à octobre)	270	86	13	23	12	68	23	15	14	16
Salariés concernés	2 329	238		1456	1	500	89	15	30	/
Cumul 2016	19 510	4 030	523	2 551	1 761	6 690	2 345	828	782	/
Cumul 2015 (janvier à octobre)	15 872	4136	718	1101	600	4983	2181	1155	998	/
Evolution	23%	-3%	-27%	132%	194%	34%	8%	-28%	-22%	/

En octobre 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 16 plans de sauvegarde de l'emploi. Il y a eu 2 296 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois.

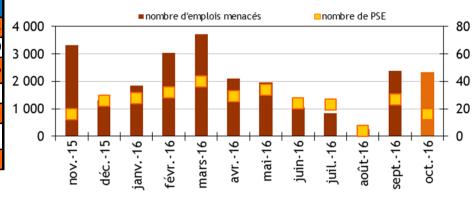
Le nombre d'emplois menacés est légèrement supérieur à la moyenne constatée sur les 12 derniers mois. La baisse constatée pendant l'été ne s'est pas prolongée à l'automne. Le nombre des emplois menacés est de nouveau sensiblement supérieur à son niveau de l'année 2015.

Le département qui concentre le plus d'emplois menacés en fonction de son emploi local est celui des Yvelines. Cela s'explique par un PSE très important initié par un grand constructeur automobile, qui fait également appel à l'activité partielle. Ce PSE concentre en effet la moitié des emplois menacés dans la région ce mois. Cette entreprise avait déjà initié plusieurs PSE les années précédentes.

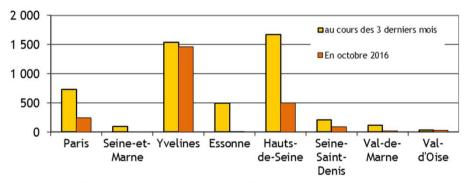
Les autres départements sont relativement épargnés. Les Hauts-de-Seine hébergent toutefois 500 emplois menacés, principalement dans les activités de sièges sociaux et dans le commerce en gros de produits pharmaceutiques.

#### Accompagnement des mutations économiques

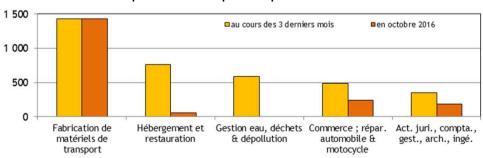
#### Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



#### Emplois menacés par département



#### Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





**Directrice de publication :** Corinne Cherubini

**Etude et réalisation :** Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

**Conception graphique:** Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr